



Le dossier du Certificat de Management Public fait déborder le vase en Région wallonne et en Communauté française

Panne de dialogue social !

En cette année 2021, les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ont remis sur la table de négociation le Certificat de Management Public (CMP), un dossier qui, depuis sa création, hérisse les organisations syndicales représentatives. L'objectif des gouvernements est une révision de ce CMP, en souffrance depuis quelques années.

Se voulant constructives, les organisations syndicales ont formulé de nombreuses remarques et une contre-proposition aux Autorités. Cette dernière a été balayée d'un revers de la main par les gouvernements à la suite d'une pseudo analyse juridique. Au regard du mépris affiché par les gouvernements, les 3 organisations syndicales ont décidé de quitter la table de négociation.

Ce mépris est la goutte qui a fait déborder un vase bien rempli ces derniers mois : le dialogue social tant vanté dans les Déclarations de Politique régionale et communautaire n'est qu'un dialogue de façade où l'Autorité écoute, mais ne concède rien !

Cette attitude méprisante s'est multipliée au travers de divers dossiers ces derniers mois, tel que notamment :

- Le Service commun d'audit : imposition d'une fusion sans tenir compte d'aucune proposition des syndicats ;
- Une restructuration des services publics wallons qui met à mal leur fonctionnement ;
- Une politique immobilière débouchant sur une extension des NWOW (New Ways of Working) : multiplication des bâtiments passifs sans fenêtre et avec des grands plateaux, ce qui va à l'encontre des mesures d'hygiène et de santé recommandées en cas de pandémie, et renforcement généralisé du télétravail structurel qui reporte la charge financière sur les travailleurs et met à mal leur bien-être et leur santé ;

- Manque de reconnaissance des fonctionnaires qui font tourner la Région et la Communauté depuis le début de la pandémie ;
- Mise en œuvre du Budget Base Zéro (BBZ) qui implique de réduire les dépenses de 10 à 15% alors que les services publics sortent de plusieurs années de disette et de restrictions.

La pandémie, comme la crise bancaire de 2008, ont pourtant démontré à quel point les services publics sont essentiels pour la population à tous les niveaux.

Devant ce constat, les organisations syndicales attendent désormais qu'un réel dialogue social s'invite à la table de négociation, en particulier sur les conventions sectorielles. En Communauté française, les négociations viennent de démarrer ; en Région, les convoyeurs attendent. Et ils sont fâchés ...

Le front commun syndical
Secteurs 16 et 17

Contacts presse :

CSC : Arnaud JONVILLE : 047/218969

SLFP : Francine COLLIN : 0475/766724

CGSP : Stéphane JAUMONET :0478/275668